

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Patricia Scotland KC, secrétaire général du Commonwealth :

"L'entrée du Gabon dans le Commonwealth a été un voyage incroyablement..."

Ali Bongo Ondimba, président de la République :

"Dans un monde plein d'incertitudes, principalement créées par les excès et la cupidité de l'humanité, nous croyons fermement que la famille des Nations du Commonwealth et une communauté unique et variée des pays qui partagent des valeurs communes, et dont la diversité représente un formidable creuset d'idées et de solutions".

Faustin Boukoubi, président de l'Assemblée nationale :

"Au-delà du dispositif législatif, la place de la femme gabonaise dans la société gabonaise est naturellement centrale et cela se répercute dans les processus décisionnels de l'État où la plupart des institutions sont dirigées par des femmes".

Camélia Ntoutoume-Leclercq, ministre de l'Éducation nationale :

"Le phénomène de violences en milieu scolaire transcende le milieu scolaire qui hérite de la montée sociale du phénomène de violence".

Christophe Eyi, administrateur provisoire de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) :

"(...) Aujourd'hui, même si la situation reste difficile, nous pouvons être optimistes, car des solutions existent pour redresser et pérenniser la CNSS. Nous avons déjà commencé à les mettre en œuvre".

Christine Mba Ndutume-Mihindou, maire de Libreville :

"Dans un contexte marqué par les transferts des compétences des États en faveur des collectivités locales, nous assistons à l'émergence d'une nouvelle forme de solidarité agissante. Et la coopération décentralisée devient un vecteur important de développement".

Me Lubin Ntoutoume, avocat de Guy Nzouba Ndama :

"Chacun est libre de circuler avec son argent dans le territoire douanier en zone Cémac. Devant le juge, il (Ndlr : Guy Nzouba Ndama) a rectifié toutes les déclarations qu'il a faites dans des conditions défavorables".

Estuaire/PDG : une rentrée politique sous le sceau de l'unité

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LES militants et militantes du Parti démocratique gabonais (PDG) de la province de l'Estuaire ont effectué leur rentrée politique samedi dernier. Le secrétaire général dudit parti, Steve Nzegho Dieko, qui a conduit la délégation, était accompagné entre autres des deux membres du Comité permanent du Bureau politique (MCPBP) de la province de l'Estuaire, Rose-Christiane Ossouka Raponda et Camélia Ntoutoume-Leclercq, du secrétaire national, chargé de l'animation politique dans l'Estuaire, Saint-Paul Nzoghe De Nzoghe, et du président du Conseil consultatif des sages, André Dieudonné Berre.

Dans une salle comble de près de 2 000 personnes, cette rentrée politique a été l'occasion pour le parti au pouvoir, de revisiter les droits et devoirs des différents membres, tout en rappelant aux uns et aux autres, la nécessité de jouer la carte de l'unité, afin "d'offrir au Distingué camarade



Photo : H.N.M

Le PDG entend assurer une victoire cash au distingué camarade en 2023

président, une victoire cash en 2023". Lors de son intervention, le secrétaire général du PDG a souligné que "votre accueil traduit l'union qui règne entre les militants. Nous devons assurer à notre candidat une victoire claire et nette en 2023. Car, a-t-il indiqué, "il n'y a pas de progrès sans

l'ordre. L'ordre ici se traduit par la discipline". Pour sa part, le secrétaire national chargé de l'animation politique dans l'Estuaire, Saint-Paul Nzoghe de Nzoghe a déclaré que "le PDG dans l'Estuaire est un pilier très important dans le développement. Nous devons

nous assurer d'être toujours prêts pour les combats qui pointent à l'horizon. 2023 c'est maintenant, nous devons être derrière notre candidat naturel. La présente rentrée politique est l'occasion de renforcer nos valeurs, afin d'être prêts pour 2023 qui va couronner notre champion".

La Semaine

Tristesse et réconfort

LE drame qui a frappé notre pays avec le décès au PK8 (Libreville) de sept compatriotes appartenant à une même famille, dont des enfants, a été le fait marquant de la semaine qui s'est achevée hier. Toutes les personnes ont été ensevelies à la suite d'un éboulement causé par la pluie qui s'est abattue sur la capitale gabonaise dans la nuit de jeudi à vendredi dernier.

Alors que d'aucuns s'interrogeaient sur le silence du gouvernement face à cette tragédie, le chef de l'État s'est rendu hier sur les lieux du drame. Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, était accompagné par son épouse Sylvia. Occasion pour le couple présidentiel de réconforter la famille endeuillée en lui exprimant sa solidarité et sa compassion (lire par ailleurs)... Au-delà du soutien du numéro un gabonais, il reste que ce drame remet au goût du jour l'épineux problème des habitations bâties dans des zones présentant des dangers d'une part, et l'incapacité des pouvoirs publics à mettre à la disposition des populations des espaces viabilisés, à défaut de construire des logements véritablement sociaux d'autre part. Et dire que dans tous les gouvernements qui se sont succédé, il y a toujours un ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme!

À part ce malheur, l'actualité de la semaine écoulée a été marquée par la cérémonie, à Londres (Royaume de Grande-Bretagne), de la levée du drapeau gabonais au siège du Commonwealth. Acte consacrant l'adhésion officielle de notre pays à cette Organisation. Le chef de

l'État était présent. Quelques heures plus tard, il a d'ailleurs été reçu par le roi Charles III.

À cela il faudra ajouter l'annonce des résultats des élections législatives partielles du 15 octobre dernier. On retiendra que, en attendant les résultats définitifs, le Parti démocratique gabonais (PDG), a remporté les trois sièges à pourvoir.

À noter en outre, la parution de Guy Nzouba Ndama devant le tribunal correctionnel de Franceville, la situation de grève à la mairie de Libreville et au ministère des Travaux publics.

À l'Hôtel de Ville où les agents observent un mouvement de grève depuis deux mois, la tension est montée d'un cran en début de semaine avec la fermeture par les agents grévistes des portes menant aux différents services. Mais le lendemain, les services ont rouvert. On est presque dans un pourrissement...

Au ministère des TP, le nouveau maître des lieux, qui hérite d'une grève, a reçu les syndicats à qui il aurait sollicité une trêve de deux mois. Malheureusement pour Toussaint Nkouma Emame, la base ne lui aurait accordé que deux semaines. Pas plus! Ce n'est vraiment pas la meilleure manière d'entamer une carrière gouvernementale. Surtout que pendant ce temps, la situation du réseau routier se dégrade davantage, avec le retour des fortes pluies.

ONDOUBA'NTSIBAH